

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 mars 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds Monétaire international en avril 2014, la croissance mondiale s'est accélérée au deuxième semestre 2013 pour atteindre 3,6%, soit une hausse marquée par rapport aux 2,6 % enregistrés lors du semestre précédent. Cette accélération provient, pour majeure partie, des pays avancés, tandis que la croissance des pays émergents n'a progressé que modestement. Toujours selon le FMI, l'économie mondiale devrait s'affermir pour atteindre 3,6 % sur l'ensemble de l'année 2014 (après 3 % en 2013, + 3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance est en hausse au premier trimestre 2014, avec un PIB qui augmente de 0,2 %. Après une progression de 0,2 % au quatrième trimestre 2013, le PIB français est stable (+0,0 %) au premier trimestre 2014. Cette stabilité s'explique principalement par la légère augmentation de la production (la production totale de biens et services croît de 0,2 %) alors que la consommation se replie (les dépenses de consommation des ménages reculent de 0,5 %) et que le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,2 point).

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de 10 points de base à 0,15 %, le taux de la facilité de prêt marginal de 35 points de base à 0,40 % et le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,10 % (soit un taux négatif). Ces baisses de taux sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures visant à soutenir l'économie réelle et à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a indiqué que : « Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. (...) De plus, si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie. Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Après un quatrième trimestre 2013 légèrement mieux orienté, et malgré un indicateur du climat des affaires favorable, l'activité bancaire fléchit au premier trimestre 2014. Les établissements de crédit locaux observent un ralentissement de la production de crédit et une nouvelle baisse de la collecte des dépôts, imputables aux entreprises, ainsi qu'une reprise de la dégradation de leur portefeuille.

Contraction de l'encours des crédits

Après trois trimestres de hausse consécutive, l'encours sain des crédits octroyés par les banques locales recule de 1,4 % sur trois mois à l'issue du premier trimestre 2014, pour revenir au niveau de mars 2013. Cette évolution s'explique principalement par la baisse continue des crédits aux entreprises (-2,9 % à fin mars 2014), alors que les crédits aux particuliers observent un léger repli (-0,3 % sur trois mois).

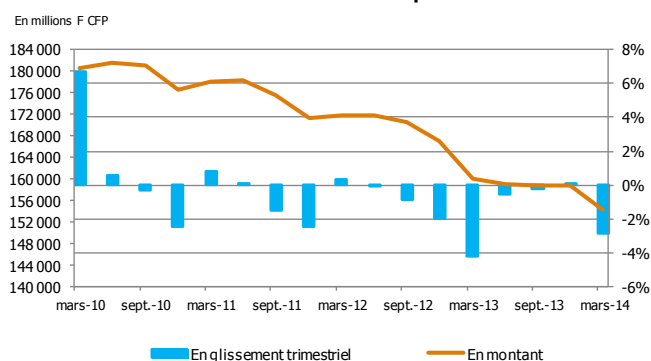
Diminution notable des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises s'inscrit de nouveau en retrait (-2,9 % sur trois mois ; -3,5 % sur l'année), après une fin d'année 2013 relativement stable.

Les crédits d'exploitation poursuivent leur baisse à un rythme soutenu (-4,9 % après -2,4 % et -4,5 % précédemment) en lien avec une activité économique atone.

L'octroi des crédits d'investissement marque le pas au premier trimestre 2014 après une fin d'année 2013 dynamique illustré par le déblocage de prêts significatifs en faveur de grandes entreprises locales. L'encours des crédits d'investissement affiche ainsi un repli de 1,4 % en glissement trimestriel, alors qu'il progresse de 13 % en

Évolution des crédits aux entreprises



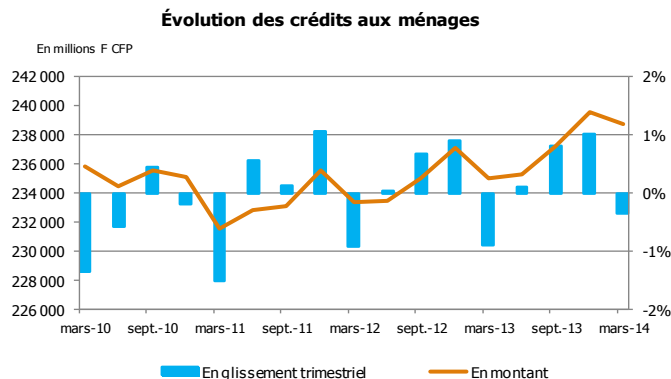
glissement annuel. En parallèle, les prévisions d'investissement à un an se redressent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme.

Recul modéré des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages affiche un léger repli à fin mars 2014 (-0,3 %) après trois trimestres plus favorables (soit une croissance de 1,6 % en glissement annuel), impacté par la baisse sensible des crédits à la consommation.

Principale composante de l'endettement des ménages, les crédits à l'habitat poursuivent l'évolution à la hausse engagée depuis plusieurs trimestres à la faveur de taux d'intérêt bas, mais à un rythme moins soutenu (+0,4 % après +1 % les deux trimestres précédents).

L'encours des crédits à la consommation diminue en revanche de 2,7 % sur le trimestre, après une année globalement stable, et renoue avec la tendance négative constatée depuis cinq ans, alors que la consommation des ménages s'affaiblit.



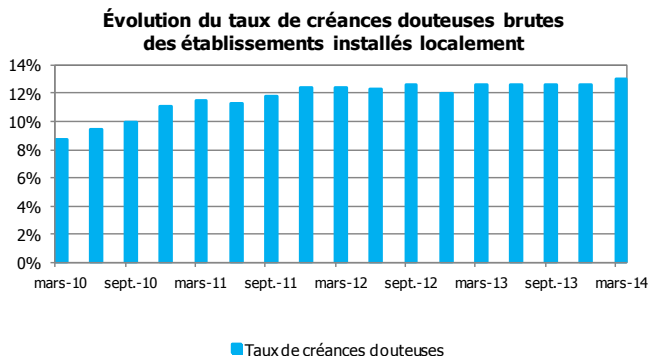
Hausse continue des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales augmente de 1,4 % à fin mars 2014 (après +1,7 % le trimestre précédent). Il atteint 12,4 milliards de F CFP, en hausse de +10,4 % sur un an. Les crédits consentis sont destinés essentiellement à financer les investissements des collectivités locales.

Une sinistralité toujours importante

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se dégrade au premier trimestre 2014. L'encours des créances douteuses brutes progresse de 2,5 % sur le trimestre (+4,0 % en glissement annuel) pour s'établir à 62,2 milliards de F CFP. La dégradation porte aussi bien sur les entreprises que sur les ménages.

Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 13,0 % (+0,4 point sur le trimestre et sur l'année). Pour sa part, le taux de provisionnement s'élève à 58,7 % (-0,4 point sur le trimestre ; +4,9 points sur l'année).

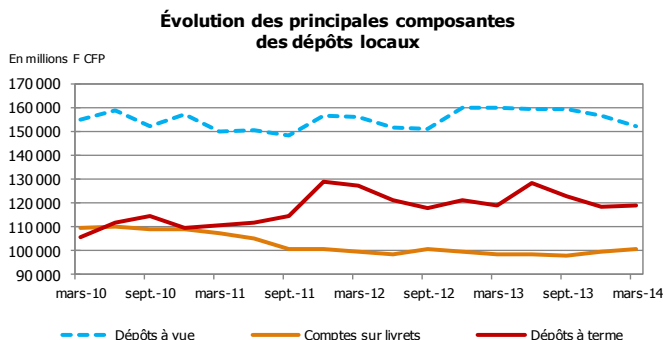


Baisse continue des dépôts locaux

Les actifs financiers collectés par le système bancaire local se contractent pour le troisième trimestre consécutif, mais à un rythme moindre (-0,5 % après -1,3 % en décembre 2013 et -1,5 % précédemment). L'encours demeure stable en glissement annuel (+0,1 %) à 392 milliards de F CFP.

La décollecte sensible des dépôts à vue se poursuit sur le trimestre (-2,7 % après -1,7 % au dernier trimestre 2013), en raison d'importants retraits opérés par les entreprises. La baisse des dépôts à vue est compensée partiellement par l'augmentation des comptes d'épargne à régime spécial (+1,3 % ; comptes sur livrets et plan d'épargne logement notamment).

Les dépôts à terme observent un léger rebond (+0,5 %) après deux trimestres de repli (-3,7 % en décembre 2013 et -4,1 % précédemment). L'augmentation des dépôts des entreprises compense le retrait observé chez les ménages et les autres agents.



Croissance dynamique des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression sur le trimestre (+4,8 % après +1,5 % en décembre 2013), sous l'impulsion des contrats d'assurance-vie (+5,9 %), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission.

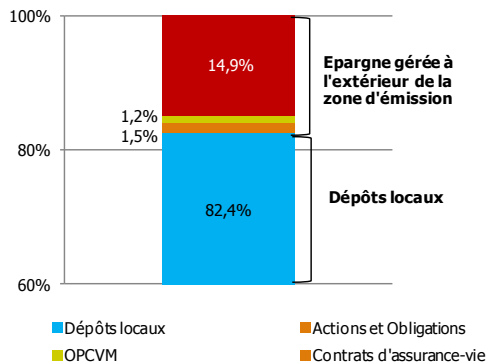
Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques observe une progression de 0,4 % sur le trimestre après deux trimestres de repli (-0,9 % à fin décembre 2013 et -1,1 % précédemment) pour s'établir à 475 milliards de F CFP, soit un niveau comparable à mars 2013.

Les placements des ménages poursuivent leur croissance (+1,5 % en mars 2014 et en décembre 2013). Sur le trimestre, la hausse est perceptible pour les contrats d'assurance-vie (+5,9 %) et, dans une moindre mesure, pour les comptes sur livrets (+1,0 %) et les plans d'épargne logement (+3,1 %), au détriment des comptes à terme (-1,4 %). Sur l'année, la progression est plus importante (+3,2 %) et elle concerne la plupart des dépôts hormis les dépôts à vue qui diminuent de 0,8 %.

Les actifs des sociétés non financières continuent en revanche de décroître (-3,7 % sur le trimestre après -5,1 % en décembre 2013 et -4,5 % en septembre 2013). Ce repli affecte sensiblement les dépôts à vue (-10,4 %), les dépôts à terme demeurant bien orientée (+8,6 %). Sur un an, le repli des actifs des entreprises est moins prononcé (-1,4 %) et porte principalement sur les dépôts à terme.

Enfin, les actifs financiers des autres agents observent un rebond de 1,6 % sur le trimestre, sous l'impulsion des dépôts à vue (+11,8 %) et au détriment des dépôts à terme (+12,6 %). Ils affichent une baisse importante et générale sur l'année (-21,9 %).

Répartition des dépôts



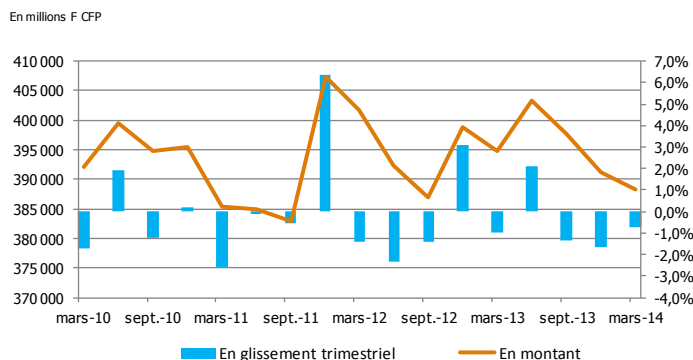
Dégradation du solde emplois-ressources des banques

Nouveau recul de la masse monétaire

La masse monétaire M3 diminue pour le troisième trimestre consécutif (-0,7 % en mars 2014). Cette évolution s'explique par le retrait sensible des dépôts à vue (-2,7 %) compensé en partie par l'augmentation des comptes sur livrets (+1,0 %) et des dépôts à terme (+0,5 %). Pour sa part, la circulation fiduciaire diminue modérément (-1,2 % après -6,7 % à fin 2013).

Sur un an, la masse monétaire M3 se contracte de 1,6 %, pour s'élever à 388 milliards de F CFP à fin mars 2014.

Évolution de la masse monétaire



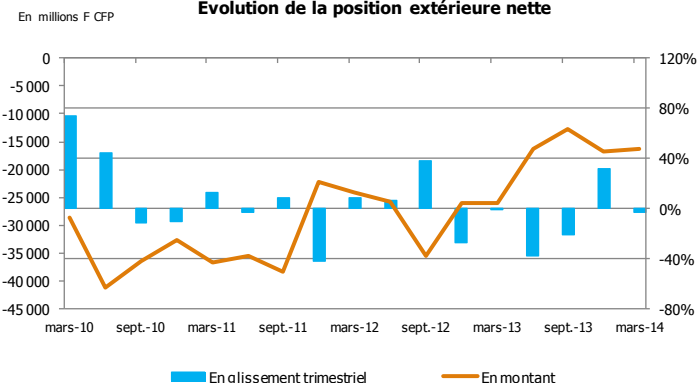
Amélioration de la position extérieure nette

À fin mars 2014, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 494 milliards de F CFP, en repli de 0,6 % sur le trimestre (+0,4 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (77 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques

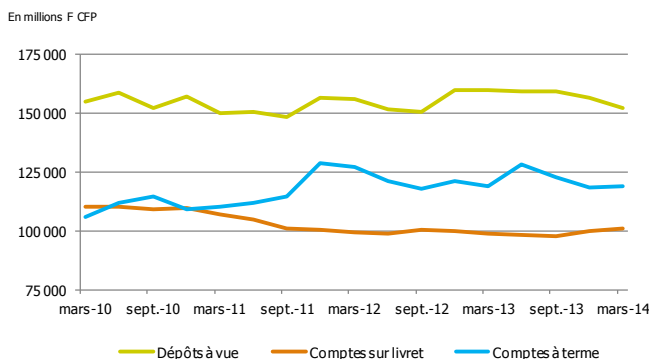
La diminution des crédits bruts sur le trimestre (-0,9 %) et la stagnation des dépôts collectés conduisent à une amélioration de 4,2 milliards de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales, en déficit de 97 milliards de F CFP à fin mars.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement déficitaire, s'améliore légèrement sur le trimestre : elle s'élève à -16,4 milliards de F CFP à fin mars 2014, après -16,8 milliards de F CFP à fin décembre 2013 et -26 milliards de F CFP un an plus tôt.

Évolution de la position extérieure nette



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

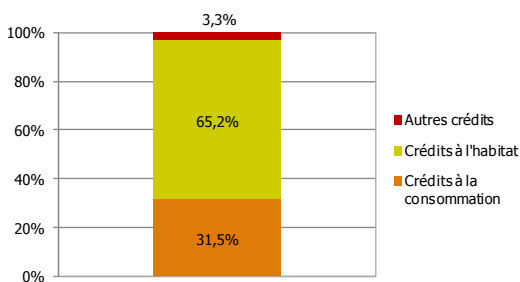
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

À fin mars 2014, l'encours brut global des crédits aux agents économiques locaux atteint 600 milliards de F CFP, en retrait de 0,6 % sur le trimestre, et de 0,8 % sur un an.

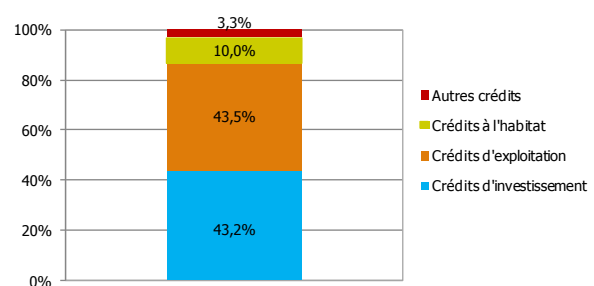
L'encours sain des crédits aux entreprises se replie tant sur le trimestre (-2,9 %) que sur l'année (-5,4 %). Les crédits aux ménages fléchissent légèrement au premier trimestre (-0,4 %) mais progressent en glissement annuel (+1,3 %). En revanche, l'encours des collectivités locales augmente sur trois mois (+1,0 %) mais diminue sur un an (-2,4 %).

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 20 % des crédits accordés. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 86 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % pour les ménages (essentiellement sur le crédit à l'habitat), et de 4 % pour les entreprises.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 890	14 029	14 958	14 876	14 771	15 427	14 399	14 224	-1,2%	-4,4%
<i>Billets</i>	<i>11 894</i>	<i>11 994</i>	<i>12 874</i>	<i>12 736</i>	<i>12 618</i>	<i>13 257</i>	<i>12 193</i>	<i>12 030</i>	-1,3%	-5,5%
<i>Pièces</i>	<i>1 996</i>	<i>2 035</i>	<i>2 084</i>	<i>2 140</i>	<i>2 153</i>	<i>2 171</i>	<i>2 206</i>	<i>2 195</i>	-0,5%	2,6%
Dépôts à vue	155 183	149 895	156 086	159 737	159 537	159 245	156 490	152 321	-2,7%	-4,6%
TOTAL M1	169 073	163 924	171 043	174 613	174 308	174 673	170 889	166 545	-2,5%	-4,6%
M2-M1	110 720	107 585	99 891	99 158	98 764	98 460	100 255	101 213	1,0%	2,1%
Comptes sur livrets	110 493	107 293	99 574	98 761	98 341	98 042	99 845	100 808	1,0%	2,1%
Comptes épargne logement	227	291	317	397	423	418	410	405	-1,2%	2,0%
TOTAL M2	279 793	271 509	270 934	273 771	273 072	273 132	271 144	267 758	-1,2%	-2,2%
M3-M2	112 207	113 841	130 898	121 099	130 181	124 638	119 961	120 597	0,5%	-0,4%
Dépôts à terme	105 891	110 474	127 466	119 028	128 194	122 898	118 304	118 891	0,5%	-0,1%
Bons de caisse	5 223	3 337	2 232	2 071	1 988	1 739	1 656	1 706	3,0%	-17,6%
TOTAL M3	392 001	385 350	401 832	394 870	403 253	397 770	391 105	388 355	-0,7%	-1,6%
P1	13 496	14 767	16 041	16 840	17 158	17 291	17 578	18 113	3,0%	7,6%
Plans d'épargne logement	13 496	14 767	16 041	16 840	17 158	17 291	17 578	18 113	3,0%	7,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	405 497	400 117	417 873	411 710	420 411	415 061	408 682	406 468	-0,5%	-1,3%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	132 289	135 184	121 543	116 927	116 977	119 191	132 228	134 820	2,0%	15,3%
Institut d'émission	37 103	30 053	32 205	48 271	42 245	45 677	47 080	44 833	-4,8%	-7,1%
Etablissements de crédit	95 187	105 131	89 338	68 656	74 732	73 514	85 148	89 987	5,7%	31,1%
Créances du Trésor public	8 051	4 996	5 276	5 320	5 137	5 172	5 259	5 727	8,9%	7,7%
Concours sur ressources monétaires	251 660	245 170	275 013	272 622	281 139	273 408	253 618	247 808	-2,3%	-9,1%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	471 842	480 881	483 979	476 298	478 534	479 028	482 798	478 558	-0,9%	0,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	220 182	235 711	208 965	203 676	197 395	205 620	229 180	230 750	0,7%	13,3%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>39 063</i>	<i>39 565</i>	<i>42 468</i>	<i>44 217</i>	<i>45 754</i>	<i>45 084</i>	<i>45 987</i>	<i>47 675</i>	3,7%	7,8%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>22 776</i>	<i>28 137</i>	<i>29 381</i>	<i>31 820</i>	<i>33 299</i>	<i>34 482</i>	<i>35 868</i>	<i>36 499</i>	1,8%	14,7%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>123 771</i>	<i>141 899</i>	<i>113 471</i>	<i>94 623</i>	<i>90 940</i>	<i>86 258</i>	<i>101 962</i>	<i>106 368</i>	4,3%	12,4%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>13 496</i>	<i>14 767</i>	<i>16 041</i>	<i>16 840</i>	<i>17 158</i>	<i>17 291</i>	<i>17 578</i>	<i>18 113</i>	3,0%	7,6%
<i>Divers</i>	<i>21 076</i>	<i>11 343</i>	<i>7 604</i>	<i>16 175</i>	<i>10 245</i>	<i>22 506</i>	<i>27 785</i>	<i>22 094</i>	-20,5%	36,6%
Total M3	392 001	385 350	401 832	394 870	403 253	397 770	391 105	388 355	-0,7%	-1,6%
Position extérieure nette	-28 585	-36 768	-24 134	-25 967	-16 208	-12 744	-16 814	-16 381	-2,6%	-36,9%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	1 trim	1 an
Emplois	490 923	496 431	504 276	492 136	495 444	494 601	497 111	494 152	-0,6%	0,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	471 842	480 881	483 979	476 298	478 534	479 028	482 798	478 558	-0,9%	0,5%
Réserves obligatoires et libres	19 081	15 551	20 298	15 838	16 910	15 573	14 313	15 594	9,0%	-1,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	490 923	496 431	504 276	492 136	495 444	494 601	497 111	494 152	-0,6%	0,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	377 580	375 441	392 047	385 099	394 471	389 058	381 208	381 129	0,0%	-1,0%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	61 839	67 702	71 849	76 037	79 053	79 566	81 855	84 174	2,8%	10,7%
Excédent des opérations diverses des EC	20 513	13 242	13 986	2 055	2 232	10 334	13 255	8 768	-33,9%	326,7%
Réescompte	2 407	3 278	2 261	2 977	3 481	2 899	3 978	3 699	-7,0%	24,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	28 585	36 768	24 134	25 967	16 208	12 744	16 814	16 381	-2,6%	-36,9%
Déficit Emplois-Ressources Clientèle	94 262	105 440	91 932	91 199	84 063	89 970	101 590	97 428	-4,1%	6,8%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	105 939,8	103 545,2	101 340,1	101 295,6	114 435,7	109 264,0	103 686,3	99 885,1	-3,7%	-1,4%
Dépôts à vue	67 909,6	59 961,3	64 248,4	59 885,3	70 560,9	68 204,3	66 522,0	59 616,5	-10,4%	-0,4%
Placements liquides ou à court terme	37 493,0	43 169,1	36 699,4	40 867,4	43 371,0	40 503,1	36 601,0	39 696,9	8,5%	-2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	37 492,6	43 168,7	36 699,4	40 867,4	43 371,0	40 503,1	36 601,0	39 695,4	8,5%	-2,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>32 830,1</i>	<i>40 144,2</i>	<i>34 398,2</i>	<i>39 636,4</i>	<i>42 159,0</i>	<i>39 390,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>38 577,6</i>	8,6%	-2,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 234,5</i>	<i>1 662,4</i>	<i>343,0</i>	<i>553,8</i>	<i>557,3</i>	<i>556,5</i>	<i>545,6</i>	<i>545,9</i>	0,1%	-1,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1 093,0</i>	<i>30,1</i>	<i>1 200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	537,2	414,9	392,2	542,8	503,8	556,6	563,3	571,7	1,5%	5,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>368,1</i>	<i>151,4</i>	<i>174,0</i>	<i>366,1</i>	<i>339,6</i>	<i>336,4</i>	<i>342,8</i>	<i>342,7</i>	0,0%	-6,4%
Ménages	322 631,4	329 834,1	333 868,1	334 236,1	337 453,6	334 873,4	339 796,3	344 888,6	1,5%	3,2%
Dépôts à vue	73 094,0	73 891,6	73 268,2	74 824,4	73 888,2	72 566,5	73 430,5	74 212,4	1,1%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	169 151,8	165 043,4	168 532,3	166 752,8	170 611,3	168 843,1	171 380,2	171 286,7	-0,1%	2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	107 737,4	104 768,6	97 539,0	96 992,6	96 620,5	96 331,8	98 070,0	99 006,0	1,0%	2,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>107 510,6</i>	<i>104 477,6</i>	<i>97 222,2</i>	<i>96 595,6</i>	<i>96 197,4</i>	<i>95 913,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>98 601,6</i>	1,0%	2,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>226,8</i>	<i>291,0</i>	<i>316,7</i>	<i>397,0</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,4</i>	-1,4%	1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	61 414,5	60 274,8	70 993,3	69 760,2	73 990,8	72 511,3	73 310,2	72 280,7	-1,4%	3,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>54 134,8</i>	<i>55 914,2</i>	<i>68 049,3</i>	<i>67 501,4</i>	<i>72 020,2</i>	<i>70 599,0</i>	<i>71 511,5</i>	<i>70 505,1</i>	-1,4%	4,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>3 885,9</i>	<i>2 002,5</i>	<i>1 467,0</i>	<i>1 391,1</i>	<i>1 330,4</i>	<i>1 181,0</i>	<i>1 113,3</i>	<i>1 131,6</i>	1,6%	-18,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>3 393,8</i>	<i>2 358,1</i>	<i>1 477,1</i>	<i>867,7</i>	<i>640,1</i>	<i>731,3</i>	<i>685,4</i>	<i>644,0</i>	-6,0%	-25,8%
Epargne à long terme	80 385,7	90 899,1	92 067,6	92 658,9	92 954,1	93 463,8	94 985,6	99 389,4	4,6%	7,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 496,2</i>	<i>14 751,1</i>	<i>16 012,9</i>	<i>16 818,1</i>	<i>17 132,7</i>	<i>17 267,4</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 089,4</i>	3,1%	7,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 498,8</i>	<i>5 682,9</i>	<i>5 759,1</i>	<i>6 283,5</i>	<i>6 128,4</i>	<i>6 482,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>6 747,9</i>	1,0%	7,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 370,4</i>	<i>5 981,5</i>	<i>5 038,8</i>	<i>4 415,8</i>	<i>4 252,1</i>	<i>4 134,8</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 945,5</i>	-3,6%	-10,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>55 020,2</i>	<i>64 483,6</i>	<i>65 256,9</i>	<i>65 141,4</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	5,9%	8,4%
Autres agents	49 804,2	46 775,0	46 420,3	39 236,6	31 387,9	33 656,8	30 142,0	30 630,4	1,6%	-21,9%
Dépôts à vue	14 179,6	16 042,1	18 569,1	25 027,5	15 087,8	18 474,6	16 537,7	18 492,3	11,8%	-26,1%
Placements liquides ou à court terme	22 681,2	17 431,3	27 654,8	14 094,6	16 178,6	15 067,5	13 494,8	12 030,9	-10,8%	-14,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 982,1	2 816,1	2 351,7	2 165,4	2 143,5	2 127,9	2 185,2	2 205,2	0,9%	1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	19 699,1	14 615,3	25 303,1	11 929,2	14 035,1	12 939,6	11 309,6	9 825,7	-13,1%	-17,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>18 926,1</i>	<i>14 415,5</i>	<i>25 018,7</i>	<i>11 890,5</i>	<i>14 014,3</i>	<i>12 908,9</i>	<i>11 278,2</i>	<i>9 808,5</i>	-13,0%	-17,5%
Epargne à long terme	12 943,3	13 301,6	196,5	114,5	121,5	114,7	109,5	107,3	-2,0%	-6,3%
Total actifs financiers	478 375,4	480 154,4	481 628,6	474 768,3	483 277,2	477 794,3	473 624,7	475 404,1	0,4%	0,1%
Dépôts à vue	155 183,2	149 895,0	156 085,6	159 737,3	159 536,9	159 245,4	156 490,2	152 321,2	-2,7%	-4,6%
Placements liquides ou à court terme	229 326,0	225 643,8	232 886,6	221 714,8	230 160,9	224 413,7	221 476,0	223 014,5	0,7%	0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	110 719,8	107 585,0	99 890,6	99 158,0	98 764,0	98 459,7	100 255,2	101 212,7	1,0%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	118 606,2	118 058,8	132 995,9	122 556,8	131 396,9	125 954,0	121 220,8	121 801,8	0,5%	-0,6%
Epargne à long terme	93 866,2	104 615,6	92 656,4	93 316,2	93 579,4	94 135,2	95 658,5	100 068,4	4,6%	7,2%

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Dépôts locaux	391 606,6	386 087,7	402 914,7	396 834,6	405 640,3	399 633,9	394 283,9	392 244,4	-0,5%	-1,2%
Dépôts à vue	155 183,2	149 895,0	156 085,6	159 737,3	159 536,9	159 245,4	156 490,2	152 321,2	-2,7%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	124 216,0	122 351,7	115 931,4	115 998,2	115 922,2	115 750,6	117 832,8	119 326,1	1,3%	2,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>109 514,7</i>	<i>107 293,4</i>	<i>99 573,9</i>	<i>98 761,0</i>	<i>98 340,8</i>	<i>98 041,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>100 807,8</i>	1,0%	2,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>226,8</i>	<i>291,3</i>	<i>316,7</i>	<i>397,0</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>404,9</i>	-1,2%	2,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>13 496,2</i>	<i>14 766,6</i>	<i>16 040,8</i>	<i>16 840,2</i>	<i>17 158,2</i>	<i>17 290,9</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 113,4</i>	3,0%	7,6%
Dépôts à terme	105 890,9	110 473,9	127 466,2	119 028,3	128 193,6	122 898,5	118 304,5	118 891,2	0,5%	-0,1%
Bons de caisse	5 223,5	3 337,0	2 231,6	2 070,9	1 987,6	1 739,5	1 656,4	1 705,9	3,0%	-17,6%
Titres de créances négociables	1 093,0	30,1	1 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	86 768,8	94 066,7	78 713,8	77 933,7	77 636,9	78 160,3	79 340,8	83 159,7	4,8%	6,7%
<i>dont actions</i>	<i>3 027,9</i>	<i>3 061,6</i>	<i>2 730,0</i>	<i>2 429,8</i>	<i>2 316,5</i>	<i>2 696,9</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 939,6</i>	1,1%	21,0%
<i>dont obligations</i>	<i>2 764,0</i>	<i>2 981,9</i>	<i>3 387,2</i>	<i>4 111,9</i>	<i>4 051,4</i>	<i>4 086,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 110,1</i>	1,1%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>6 398,8</i>	<i>4 217,8</i>	<i>2 098,2</i>	<i>1 457,7</i>	<i>1 215,7</i>	<i>1 316,1</i>	<i>1 259,9</i>	<i>1 204,7</i>	-4,4%	-17,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>19 557,9</i>	<i>19 322,0</i>	<i>5 241,5</i>	<i>4 792,9</i>	<i>4 612,3</i>	<i>4 482,4</i>	<i>4 446,3</i>	<i>4 298,6</i>	-3,3%	-10,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>55 020,2</i>	<i>64 483,6</i>	<i>65 256,9</i>	<i>65 141,4</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>70 606,7</i>	5,9%	8,4%
Total actifs financiers	478 375,4	480 154,4	481 628,6	474 768,3	483 277,2	477 794,3	473 624,7	475 404,1	0,4%	0,1%

Les concours des établissements locaux

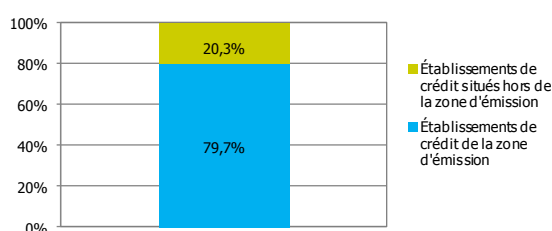
	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	91 024,2	92 197,6	88 399,9	78 005,6	78 378,2	74 848,890	73 045,2	69 456,7	-4,9%	-11,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 421,9	2 814,1	2 407,0	2 031,6	2 123,6	1 898,8	1 756,5	1 302,6	-25,8%	-35,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 920,0	47 432,5	43 998,3	39 394,1	38 169,4	39 075,1	37 173,7	33 549,6	-9,7%	-14,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 978,9	3 683,9	3 389,6	3 525,9	3 655,4	3 651,0	3 587,2	3 543,5	-1,2%	0,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 682,2	41 951,0	41 994,6	36 579,9	38 085,2	33 875,0	34 115,1	34 604,4	1,4%	-5,4%
Crédits d'investissement	55 581,3	54 837,3	56 119,8	57 013,8	57 043,7	60 332,4	65 332,5	64 448,3	-1,4%	13,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	54 086,0	53 768,1	55 294,6	56 116,8	56 132,2	59 444,6	64 348,6	63 465,5	-1,4%	13,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 382,2	4 891,8	4 695,3	4 336,5	4 416,0	4 444,6	4 402,0	4 321,0	-1,8%	-0,4%
<i>Crédit-bail</i>	1 495,3	1 069,2	825,2	897,0	911,5	887,9	983,9	982,7	-0,1%	9,6%
Crédits à l'habitat	19 650,9	18 816,6	17 972,2	16 802,5	16 853,8	16 045,5	14 943,1	15 211,7	1,8%	-9,5%
Autres crédits	14 298,7	12 308,6	9 399,1	8 151,2	6 806,0	7 518,4	5 579,7	5 221,7	-6,4%	-35,9%
Encours sain	180 555,1	178 160,2	171 891,0	159 973,2	159 081,6	158 745,3	158 900,5	154 338,4	-2,9%	-3,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	94 677,6	89 370,3	83 708,4	81 937,2	81 812,1	81 899,0	82 229,1	80 034,6	-2,7%	-2,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	88 074,2	82 844,2	78 172,6	77 034,6	77 043,8	77 092,0	77 341,4	75 317,6	-2,6%	-2,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 349,1	4 518,7	3 613,2	3 194,3	3 150,4	3 194,0	3 261,6	3 074,2	-5,7%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	2 254,2	2 007,4	1 922,5	1 708,4	1 617,9	1 613,0	1 626,2	1 642,8	1,0%	-3,8%
Crédits à l'habitat	134 613,7	135 998,5	142 711,0	146 072,7	146 242,4	147 687,1	149 194,8	149 846,2	0,4%	2,6%
Autres crédits	6 523,8	6 158,1	6 966,2	6 988,4	7 210,9	7 560,8	8 130,9	8 836,6	8,7%	26,4%
Encours sain	235 815,1	231 526,9	233 385,6	234 998,4	235 265,4	237 146,9	239 554,8	238 717,4	-0,3%	1,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	559,0	514,2	707,7	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	4,6%	66,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	407,8	441,8	692,7	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	4,6%	66,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	151,2	72,4	15,0			0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 443,9	7 377,4	8 042,6	7 411,1	7 411,8	6 871,9	6 564,7	6 526,6	-0,6%	-11,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 443,9	7 377,4	8 042,6	7 406,4	7 407,5	6 871,9	6 564,7	6 526,6	-0,6%	-11,9%
<i>Crédit-bail</i>				4,7	4,4				n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	68,6	377,4	339,2	306,1	294,6	292,8	281,2	279,4	-0,7%	-8,7%
Autres crédits	261,3	232,9	204,1	360,5	355,5	351,4	346,2	319,3	-7,8%	-11,4%
Encours sain	8 332,8	8 502,0	9 293,5	11 265,1	12 793,4	12 065,7	12 271,9	12 438,0	1,4%	10,4%
Autres agents										
Encours sain	5 832,4	7 910,2	9 374,6	10 241,7	10 880,6	10 462,0	11 406,9	10 873,7	-4,7%	6,2%
TOTAL										
Encours sain	430 535,4	426 099,4	423 944,6	416 478,3	418 021,1	418 419,9	422 134,1	416 367,5	-1,4%	0,0%
Créances douteuses brutes	41 251,6	55 097,5	60 051,7	59 837,4	60 529,4	60 625,9	60 707,6	62 205,7	2,5%	4,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	18 475,5	26 960,3	30 671,2	27 665,7	27 230,7	26 144,3	24 839,4	25 706,6	3,5%	-7,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	12 583,7	20 964,5	23 160,6	20 345,2	19 372,7	18 395,8	17 344,8	17 980,2	3,7%	-11,6%
<i>(dt) Ménages</i>	5 866,6	5 941,7	7 462,2	7 284,3	7 824,8	7 713,1	7 407,5	7 691,7	3,8%	5,6%
<i>Provisions</i>	22 776,1	28 137,2	29 380,5	32 171,7	33 298,7	34 481,6	35 868,2	36 499,1	1,8%	13,5%
Encours brut total	471 787,0	481 196,9	483 996,3	476 315,7	478 550,4	479 045,8	482 841,7	478 573,2	-0,9%	0,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	8,7%	11,5%	12,4%	12,6%	12,6%	12,7%	12,6%	13,0%	0,4 pt	0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	55,2%	51,1%	48,9%	53,8%	55,0%	56,9%	59,1%	58,7%	-0,4 pt	4,9 pt

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	91 212,7	93 288,3	88 717,6	78 320,1	78 746,9	75 167,5	73 440,6	69 762,4	-5,0%	-10,9%
<i>Créances commerciales</i>	3 421,9	2 912,8	2 504,2	2 138,7	2 228,4	2 014,9	1 879,3	1 419,9	-24,4%	-33,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	49 920,0	47 432,9	43 998,6	39 394,3	38 169,6	39 075,3	37 173,9	33 550,0	-9,7%	-14,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 978,9	3 683,9	3 389,6	3 525,9	3 655,4	3 651,0	3 587,2	3 543,5	-1,2%	0,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	37 870,8	42 942,6	42 214,9	36 787,0	38 348,9	34 077,2	34 387,5	34 792,5	1,2%	-5,4%
Crédits d'investissement	66 210,9	64 928,4	65 453,4	65 439,9	64 835,9	65 938,2	70 439,6	69 404,7	-1,5%	6,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	64 422,7	63 569,9	64 350,1	64 285,8	63 682,9	64 801,8	69 222,8	68 185,0	-1,5%	6,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 385,4	4 919,4	4 749,1	4 336,5	4 416,0	4 444,6	4 402,0	4 321,0	-1,8%	-0,4%
<i>Crédit-bail</i>	1 788,2	1 358,5	1 103,3	1 154,1	1 153,0	1 136,4	1 216,7	1 219,8	0,2%	5,7%
Crédits à l'habitat	19 650,9	18 838,7	17 992,0	17 657,1	17 705,7	16 894,6	15 789,1	16 055,4	1,7%	-9,1%
Autres crédits	14 491,3	12 308,6	9 399,1	8 151,2	6 806,0	7 518,4	5 579,7	5 221,7	-6,4%	-35,9%
Encours sain	191 565,8	189 364,1	181 562,1	169 568,3	168 094,4	165 518,6	165 249,1	160 444,2	-2,9%	-5,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	99 992,1	94 856,2	89 356,1	87 786,8	87 741,7	88 025,7	88 345,5	86 128,4	-2,5%	-1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	93 388,8	88 325,6	83 819,5	82 883,8	82 971,8	83 217,1	83 455,4	81 409,1	-2,5%	-1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 349,1	4 518,7	3 613,2	3 194,3	3 150,4	3 194,0	3 261,6	3 074,2	-5,7%	-3,8%
<i>Crédit-bail</i>	2 254,2	2 011,9	1 923,4	1 708,7	1 619,5	1 614,6	1 628,5	1 645,1	1,0%	-3,7%
Crédits à l'habitat	161 121,1	164 710,6	172 085,5	175 240,4	175 274,3	176 717,8	178 126,5	178 423,8	0,2%	1,8%
Autres crédits	6 523,8	6 158,1	6 966,2	7 029,6	7 275,8	7 692,5	8 375,8	9 062,3	8,2%	28,9%
Encours sain	267 637,0	265 725,0	268 407,8	270 056,8	270 291,7	272 436,1	274 847,7	273 614,6	-0,4%	1,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	559,0	514,2	4 287,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	4,6%	66,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	407,8	441,8	4 272,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	5 312,8	4,6%	66,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	151,2	72,4	15,0			0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	77 966,1	87 819,7	92 691,3	89 567,2	87 247,9	88 285,7	84 589,9	85 325,5	0,9%	-4,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	77 963,3	87 819,7	92 691,3	89 562,5	87 243,5	88 285,7	84 589,9	85 325,5	0,9%	-4,7%
Crédits à l'habitat	1 758,1	3 094,6	1 261,7	1 133,5	1 073,4	1 071,5	1 010,8	1 009,0	-0,2%	-11,0%
Autres crédits	651,4	232,9	335,3	360,5	355,5	351,4	346,2	319,3	-7,8%	-11,4%
Encours sain	80 934,6	91 661,5	98 576,0	94 248,5	93 408,2	94 258,2	91 026,7	91 966,5	1,0%	-2,4%
Autres agents										
Encours sain	6 243,3	7 910,3	9 858,5	10 696,3	11 056,3	10 893,2	11 570,4	11 285,1	-2,5%	5,5%
TOTAL										
Encours sain	546 380,7	554 660,8	558 404,4	544 569,9	542 850,7	543 106,0	542 693,9	537 310,4	-1,0%	-1,3%
<i>dont ECHZE</i>	115 845,3	128 561,4	134 459,8	128 091,5	124 829,6	124 686,1	120 559,8	120 942,9	0,3%	-5,6%
Créances douteuses brutes	42 140,7	56 239,6	61 772,8	60 804,4	61 464,3	61 878,9	61 430,2	62 930,3	2,4%	3,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	19 254,8	27 868,5	32 172,4	28 424,1	27 958,4	27 080,6	25 356,8	26 228,2	3,4%	-7,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	12 985,8	21 482,9	24 362,4	20 764,1	19 673,5	18 694,0	17 387,5	18 023,3	3,7%	-13,2%
<i>(dt) Ménages</i>	6 243,7	6 331,5	7 761,5	7 623,7	8 251,7	8 297,2	7 882,2	8 170,2	3,7%	7,2%
Provisions	22 886,0	28 371,1	29 600,4	32 380,3	33 505,9	34 798,3	36 073,4	36 702,1	1,7%	13,3%
Encours brut total	588 521,5	610 900,4	620 177,2	605 374,3	604 315,0	604 985,0	604 124,0	600 240,7	-0,6%	-0,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	7,2%	9,2%	10,0%	10,0%	10,2%	11,4%	11,3%	11,7%	0,4 pt	1,7 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	54,3%	50,4%	47,9%	53,3%	54,5%	77,8%	70,3%	71,5%	1,2 pt	18,2 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achèvement d'impression : Juin 2014